

Jean Louis DESTANS

Député de l'Eure

Evreux, le 7 novembre 2016

N/réf. : JLD/MR/SM/318/2016

Monsieur,

Vous avez souhaité m'interpeller au sujet des radars mis en place depuis 2003 et je vous en remercie.

Toutefois, je dois vous dire que je ne partage pas entièrement votre analyse, surtout quand vous soulignez la hausse récente de la mortalité routière, que nous regrettons tous. Alors que chacun s'accorde pour souligner que cette hausse de la mortalité provient en partie du fait que les conducteurs se sont habitués aux dispositifs de sécurité routière. Il convient de noter que grâce aux politiques de sécurité routière mises en place en France, le taux de mortalité routière a tout de même diminué de plus de 55% depuis 2003. N'oublions pas que la population d'une ville comme Pont-Audemer disparaissait chaque année avant ces mesures.

Vous évoquez aussi la prétendue manne financière que représenteraient les radars pour l'Etat. Les amendes liées aux excès de vitesse représentent 708 millions d'euros en 2013. Sachez que cette somme n'est rien comparée aux 21 milliards d'euros qu'ont coûté, sur la même période, les accidents de la route. Par ailleurs, la somme provenant des radars est, pour plus de moitié, reversée aux collectivités et à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France pour l'entretien et la réparation des réseaux de transports.

N'oubliez pas que les radars ne sont pas les seuls outils de la politique de sécurité routière. Les nombreuses campagnes de communication et la sensibilisation des élèves durant leur parcours scolaire ont démontré leur efficacité. Mais la vitesse reste un facteur déterminant dans la majorité des accidents. Les radars restent les outils les plus efficaces pour la réguler. Ils ne sont pas installés par hasard mais dans des zones à risque, où la vitesse maximale autorisée n'est pas respectée et avec le souci d'un maillage territorial équilibré. Alors qu'un quart des accidents mortels sont dus à la vitesse, près des nouveaux radars qui ont été installés dans les zones dangereuses le nombre d'accidents graves a diminué de 60%.

C'est pour ces raisons, je n'ai pas voté l'amendement qui visait à supprimer l'article 21 du projet de loi de finances pour 2017, même si je n'ignore pas que cette décision n'est pas très populaire mais j'ai voté en mon âme et conscience dans le cadre de l'intérêt général qui guide mon action.

Persuadé que vous comprendrez mon choix, je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée. *tr cordiale*

*J.L. Destans*